



RETRAINS- CRIPTEUR INTEGRALE

des

rencontres
OPTIONS

u e
g n
i v
c i
t r
c o
g n
t n
. e
f m
r e
/ n
t





Retrouvez le condensé du débat en vidéo sur :
<https://youtu.be/OcLJKmLfuPk>

**Les leçons
de la**

CRISE,

l'urgence

de

Table ronde n°1.

changer

de

modèle

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS



rencontres
OPTIONS



H.L.T



Hervé LE TREUT

Climatologue membre
de l'Académie
des sciences, ancien
membre du GIEC.

V.M



Véronique MARTIN

Secrétaire confédérale
de la CGT, chargée
des questions environne-
mentales et climatiques.

A.T



Aurélie TROUVÉ

Porte-parole d'ATTAC.



M-N.B

débat animé par :

Marie-Noëlle BERTRAND

Journaliste à l'Humanité.

M-N.B La crise qui vient de se produire a démontré toutes les failles d'un système marchand, économique et social qui nous pousse dans le mur. Comment en sortir ? Comment construire un futur qui concilie les enjeux économiques, sociaux et environnementaux ?

Hervé Le Treut, à quelle étape en sommes-nous du réchauffement climatique ? Est-ce que le point de non-retour a été atteint ? Avons-nous perdu la bataille ?

H.L.T Tout dépend des objectifs que nous souhaitons nous fixer. Nous sommes effectivement face à une situation évolutive et irréversible depuis assez longtemps. Les premières anticipations sur ce qui pouvait se produire ont été faites sur la base de modèles : on émet des gaz à effet de serre, ces gaz à effet de serre nous ne les voyons pas, ils sont transparents, ils font une sorte de bulle autour de la planète Terre qui l'empêche de se refroidir. Ce sont des choses qui ont été calculées dès les années 70 et à l'époque le problème était émergent, relativement limité en termes d'amplitude. Il a fallu attendre de « le voir pour le croire » afin qu'une bonne partie de certains milieux accepte le diagnostic de la science. Un diagnostic dérangeant puisque les problèmes environnementaux à cette époque liaient surtout des enjeux du type « comment nourrir la planète », et des problématiques assez différentes.

Effectivement, nous suivons aujourd'hui une trajectoire qui ne s'est finalement pas beaucoup éloignée de ce qu'on avait anticipé il y a quelques années. Nous avons mis beaucoup de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et nous avons créé un phénomène de plus en plus impossible à renverser. On parle de demi-vie sur le stockage de ces gaz dans l'atmosphère. C'est-à-dire que le CO₂ que nous mettons dans l'atmosphère, par exemple, est encore présent pour moitié au bout de cent ans. Mon père vient d'avoir 90 ans, cela revient à dire que le CO₂ émis le jour de sa naissance est pour plus de la moitié encore actif et présent. C'est une simplification, nous ne parlons pas des mêmes molécules, mais ce sont les mêmes ordres de grandeur auxquels nous sommes confrontés. Nous ne pouvons pas effacer ce qu'il se passe actuellement.

Depuis l'accord du sommet de Rio et jusqu'à maintenant, c'est-à-dire en l'espace d'une trentaine d'années, nous avons continué à émettre des gaz à effet de serre de manière croissante. Dans les années 60, nous émettions 10 milliards de tonnes de CO₂. Aujourd'hui nous en émettons 40 milliards. Nous sommes sur une accélération et il est vrai que l'accord de Paris a posé des règles qui ne sont pas respectées.

Il n'y a, à l'heure actuelle, pas d'efforts suffisants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le point de non-retour, il est constant. Ce n'est pas nouveau... Effectivement, nous faisons face à une situation qu'on n'a jamais su enrayer. Nous avons lancé une alerte claire sur les problèmes, elle a été acceptée par beaucoup d'infrastructures. Nous avons créé la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), nous avons créé les coops, nous avons créé une mobilisation qui s'est tout de même renforcée au fil des années. Cependant nous sommes devant une difficulté : les gaz à effet de serre sont et restent longtemps dans l'atmosphère. Ils se mélangent et ils viennent de partout. Nous avons juste au-dessus de nos têtes des gaz à effet de serre qui viennent de Chine, des États-Unis...

Le champ des possibles évolue : nous pensions il y a quelques années que nous faisons face à un problème strictement scientifique, au sens des sciences dures, et qu'on pouvait résoudre avec des méthodes un peu simplistes. Nous sommes aujourd'hui face à un problème qui est scientifique sur des choses dures, mais il est aussi lié à la biodiversité, à la société... Pourquoi ? Parce que nous avons atteint des niveaux irréversibles. Que faudrait-il faire pour rester sous les 1,5°C de réchauffement ? Il faudrait, d'ici 2050, avoir atteint la neutralité carbone. La neutralité carbone, cela revient à dire zéro émission de CO₂ à l'échelle mondiale. Cela veut dire qu'en un peu moins de 30 ans on n'aura plus de voitures, on n'aura plus d'utilisation. Le champ des choix possibles se restreint et cela pose un problème vis-à-vis des autres contraintes, les contraintes sociales notamment. Nous sommes dans l'obligation d'arbitrer, puisqu'on ne peut pas tout faire à la fois. C'est vraiment cette réflexion que nous avons du mal à avoir aujourd'hui : comment, dans un système qui a évolué à un niveau où nous ne pouvons plus tout faire (nous pouvons essayer, nous pouvons dire, mais la parole ne se sera pas suffisante), comment arbitrer les choses ?

La situation est évolutive : le réchauffement va croître et pour le moment nous ne sommes effectivement pas en situation de l'arrêter. Ce que l'on constate, c'est que cela s'aggrave et tend à s'aggraver un peu plus chaque année... Il faut bien comprendre que les vingt prochaines années sont écrites par les gaz à effet de serre déjà émis.

M-N.B

Avons-nous encore des possibilités d'empêcher l'emballlement climatique ? Il sera difficile d'atteindre les 1,5°C qui est un des objectifs fixés par l'accord de Paris, c'est-à-dire contenir le réchauffement à moins de 2°C — si possible à 1,5°C — parce qu'on sait qu'au-delà les impacts sur toute une série de régions du monde et de sociétés vont être très importants... Est-ce qu'il reste quand même une possibilité d'empêcher que nous allions bien au-delà ?

Il faut bien comprendre que les vingt prochaines années sont écrites par les gaz à effet de serre déjà émis.

H.L.T

Il est très difficile d'imaginer à l'heure actuelle que nous puissions tenir sans une mutation considérable, qui sera nécessairement sociale et aura obligatoirement un coût qui dépassera les problèmes strictement climatiques. Cela représente quelque chose d'énorme d'imaginer que tous les ressorts sur lesquels nous vivons à l'échelle planétaire puissent être modifiés en moins de trente ans de cette manière, et cela afin de tenir 1,5°C. Pour tenir 2°C, nous disposons d'un peu plus de temps devant nous, mais cela reste aussi très difficile.

La question que nous devons nous poser c'est à quoi tenons-nous ? La pire des choses serait de se désarmer, de se dire que c'est compliqué et donc d'abandonner. Il est nécessaire de lier les deux très fortement : comment diminuer les émissions de gaz à effet de serre ? Comment concevoir une manière de vivre malgré tout dans une situation existante ? Nous devons nous protéger de ce qui va se produire dans les années qui viennent...

M-N.B Véronique Martin, cette crise nous l'avons dit a fragilisé toutes nos institutions : les hôpitaux se sont retrouvés débordés, les services publics parfois en mal de répondre complètement aux besoins de la population... Qu'est-ce que cette crise révèle et de quoi est-elle le fruit précisément ?

V.M Cette crise a vraiment démontré l'échec du modèle capitaliste principalement basé sur l'exploitation de l'humain et de la planète. Prenons par exemple le secteur de la santé dans sa globalité : les personnels sont en lutte depuis plusieurs mois pour exiger non seulement des revalorisations salariales (les personnels de santé en France font partie des moins bien payés et ont des salaires parmi les plus bas d'Europe) mais surtout exigent des moyens pour pouvoir travailler correctement et notamment des moyens par la création de postes supplémentaires. Au niveau de la CGT, nous estimons qu'il faudrait dans le secteur de la santé (ephad, hôpitaux... compris) 300 000 embauches pour pouvoir assurer correctement les besoins du secteur et que les gens soient pris en charge et soignés correctement. Nous sommes quand même très loin de ce qui ressort du fameux Ségur de la santé avec l'annonce de 15 000 embauches.

Au-delà des embauches, c'est avant tout un changement complet de paradigme en termes de gestion de la santé dans le pays. Il faut revenir sur les différents plans qui ont été présentés par les gouvernements successifs et qui ont conduit à ce qu'aujourd'hui chaque établissement hospitalier est considéré comme une entreprise avec une obligation d'équilibre financier. En effet, pour équilibrer financièrement on ferme les services les moins rentables, on fusionne avec d'autres structures et au final une grande majorité de la population est contrainte à faire plusieurs dizaines de kilomètres pour pouvoir se soigner. Bien souvent, ces déplacements sont faits avec leur voiture personnelle, puisque les transports collectifs, qu'ils soient ferroviaires, routiers, ne sont pas forcément au rendez-vous...

Un changement radical de politique est nécessaire en matière de santé. Cette dernière ne doit plus être considérée comme un produit marchand mais comme un véritable service public au service de la population et de la nation, et ce qui est aujourd'hui applicable à la santé est applicable à l'ensemble des services publics. Nous avons pu le constater pendant la dernière période : aujourd'hui tous les services publics sont soumis aux mêmes pressions de rentabilité, de productivité et d'équilibre sans se soucier de répondre aux besoins des populations.

Ce qui a également été révélé par les crises sanitaire et sociale auxquelles nous sommes confrontés, ce sont les conséquences des délocalisations qui ont été opérées ces dernières années. La désindustrialisation du pays et plus particulièrement de l'industrie pharmaceutique par exemple, que nous pouvons illustrer avec deux éléments chiffrés : aujourd'hui pour 40 % des médicaments qui sont vendus en Europe, c'est 80 % de principes actifs utilisés fabriqués hors d'Europe.

**Aujourd'hui pour 40 %
des médicaments
qui sont vendus en Europe,
c'est 80 %
de principes actifs
utilisés qui sont fabriqués
hors d'Europe.**

M-N.B

Incluant certains médicaments emblématiques : à un moment, nous avons même failli manquer de Doliprane...



V.M

Oui, les principes actifs sont principalement fabriqués en Inde et en Chine, donc évidemment en fermant les frontières nous sommes devant une problématique d'approvisionnement et ce type d'exemple, on peut en donner par dizaines. Le sujet des masques pendant la crise sanitaire a été un véritable scandale... Jusqu'en 2018, en France, nous disposions d'une usine Honeywell en Bretagne qui fabriquait plus de 200 millions de masques par an. Pour des questions de rentabilité, le groupe propriétaire de cette usine l'a fermée et transféré la fabrication en Tunisie. Si l'usine était restée ouverte, avec une fabrication de 200 millions de masques par an, à mon sens, nous n'aurions pas été autant en pénurie durant cette crise sanitaire...

Encore un exemple, souvent mis en exergue à la CGT parce qu'il est très criant : l'usine Luxfer à Gerzat dans le Puy-de-Dôme qui fabrique des réservoirs, notamment utilisés pour les bouteilles d'oxygène à usage médical, est fermée depuis un an. Elle a fermé au printemps 2019, c'était la dernière usine de fabrication de ce type en Europe. Nous bataillons depuis plus d'un an pour gagner sa réouverture. Concernant les tests et les délais d'attente, ce ne sont pas les tests en eux-mêmes qui font défaut mais les machines pour analyser. Ces machines ne sont pas produites en France, il faut aller les commander en Allemagne, aux États-Unis ou en Asie. Et comme tout le monde a besoin de machines pour assurer les résultats, il y a une énorme difficulté pour s'en procurer.

Alors, effectivement, la crise sanitaire a été le révélateur des politiques d'austérité mises en place depuis des dizaines d'années... À la CGT, nous pensons que si la France avait conservé la maîtrise de sa production industrielle, pharmaceutique ou autre (et si nous n'avions donc pas dépendu systématiquement de pays étrangers, notamment pour des productions qui sont essentielles à la vie du pays), il y a fort à parier que la gestion de la crise et l'incidence de la crise sanitaire auraient été beaucoup moins importantes.

M-N.B Cela fait plusieurs années qu'ATTAC bataille pour changer le système. En quoi la crise que nous traversons met-elle en évidence les liens qui existent entre les pressions qui sont exercées par le système sur les hommes et les femmes et celles exercées sur la nature, et ce lien entre système et climat ?

A.T Je pense que — comme beaucoup d'autres organisations syndicales, associatives, etc. — la réaction que nous avons eue face à cette crise c'est de vouloir faire prendre conscience qu'elle n'est pas seulement une crise sanitaire : c'est une crise sociale et économique et surtout une crise du système. Ce système capitaliste, dans ses composantes à la fois néolibérales et productivistes mais aussi dans les rapports de domination qu'il exacerbe, est en crise et il a engendré et aggravé la crise sanitaire.

Je ne suis ni biologiste ni épidémiologiste, mais beaucoup de travaux et d'écrits scientifiques ces derniers mois montrent le rôle probable de la déforestation et de la crise de la biodiversité dans l'apparition et la propagation de ce type de virus. Par ailleurs, la crise de pollution (parce qu'on parle de crise du climat, de crise de la biodiversité... mais il y a aussi une crise de pollution massive des milieux de l'eau, de l'air, des aliments, des produits qu'on manipule tous les jours) a également aggravé la crise sanitaire. Les maladies chroniques liées notamment à la pollution (cancer, maladies neurologiques, etc.) ont eu pour conséquence de rendre certaines personnes plus vulnérables face à la Covid-19. Le réseau Environnement Santé fait un travail remarquable là-dessus : il montre en quoi ces maladies chroniques ont aggravé la vulnérabilité des personnes par rapport au virus. Il montre aussi le rôle propagateur des particules fines, liées aux pollutions et qui sont aussi (en tout cas il y a eu plusieurs écrits scientifiques en ce sens) le rôle probable d'accélération de la propagation du virus par le biais de ces particules.

Il y a donc une première dimension : le productivisme qui est en cause, du moins dans l'aggravation de cette crise. Puis le volet néolibéral dans le sens où, effectivement, le manque flagrant de services publics dans les pays dits développés et en particulier dans les pays pauvres a évidemment été dramatique du point de vue de la santé.

Évoquons aussi la question de la solidarité internationale et du manque flagrant d'organisation de solidarité internationale effective qui amène aussi à laisser certains pays et certaines régions dans une situation également dramatique.

**Nous avons
un gouver-
nement qui,
évidemment,
plutôt que
de vouloir
changer
le système,
est dans une
stratégie
du choc.**

Quand on prend la France et le poids des fractures sociales déjà existantes... On sait que l'impact sur le département 93 est bien évidemment lié à la précarité. Pour revenir sur la mondialisation, il y a des flux hypertendus de marchandises mondialisés et nous dépendons, de manière dramatique là-aussi, de certains pays pour les produits de première nécessité. Nous sommes dans l'incapacité aujourd'hui de planifier et de nous y adapter. Nous en arrivons à des situations qui, je l'espère, vont apparaître comme scandaleuses. Il faudrait voir aussi comment cette colère peut s'exprimer de manière constructive pour aussi remettre en cause ce système...

Il faut également soulever la question des rapports de domination, exacerbés par ce système capitaliste et en particulier les rapports de domination patriarcale, puisque les femmes ont été victimes de cette pandémie en particulier, d'abord d'un point de vue sanitaire, parce qu'elles sont souvent les premières de corvée. Il y a aussi eu, sur la période, une recrudescence des violences sexuelles et sexistes. Au sein des foyers, une exacerbation des tâches domestiques a été constatée révélant ainsi davantage les rapports de domination patriarcale.

Face à cela, nous avons un gouvernement qui, évidemment, plutôt que de vouloir changer le système est dans une stratégie du choc, c'est à dire qu'au contraire il est parti - à mon sens - dans une optique de se saisir de la crise, de « profiter de cette crise » pour approfondir les composantes néolibérales productivistes et les rapports de domination qui sont associés à ce système capitaliste.



M-N.B Comment faire face aujourd'hui, comment reconstruire autrement que ce que cherche à imposer le gouvernement notamment par son plan de relance ?

Revenons avant cela sur les possibilités de construction et de co-construction environnementale et sociale avec Hervé Le Treut. Vous le disiez, contenir le réchauffement à 1,5°C ou à 2°C nécessitera de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et donc de revoir complètement nos modes de production et d'envisager une transition très forte, de notre industrie notamment.

Le risque est réel que cela vienne en confrontation avec toute une série d'enjeux sociaux et se fasse au détriment de l'emploi... Premièrement, est ce que ça en vaut la peine ? Que va-t-il se passer dans le cas du dépassement des 2°C ? Est-ce que c'est fatal que les deux enjeux soient mis en opposition, créant un conflit entre climat et emploi ?

H.L.T C'est une question très difficile que la science n'est pas vraiment capable d'arbitrer. Nous avons besoin d'aller au-delà d'une réflexion strictement scientifique et jusqu'à présent je connais peu de travaux, même en marge de la science, qui se sont penchés sur les questions avec le sérieux nécessaire.

Premièrement, il y a une dimension mondiale du problème climatique, une pro-dimension mondiale à laquelle nous n'échappons pas. Comme je l'ai déjà mentionné, les gaz à effet de serre se sont mélangés en quelques années et ils subsistent un siècle dans l'atmosphère. Deuxièmement, nous faisons face à un problème qui a une dimension environnementale aussi, qui est réelle et qui se manifeste. Je pense que nous oublions très fortement aujourd'hui que c'est la planète qui va nous dire ce qui va se passer. C'est-à-dire que nous avons émis des gaz à effet de serre, ils sont là et le réchauffement va continuer. Nous faisons face à des sécheresses, des problèmes d'agriculture : ces problèmes, ils sont écrits par les gaz à effet de serre qu'on a déjà émis, et ils le seront encore plus par ceux qu'on continue d'émettre.

Il y a donc peut-être une ou deux décennies devant nous qu'on ne peut pas maîtriser. Il faut essayer de se situer dans ce cadre-là et trouver les meilleures manières d'agir. C'est un problème qui dépasse le problème strictement scientifique dans le sens où nous sommes ramenés à des problèmes de valeur, à des problèmes strictement politiques. Aujourd'hui, on sépare deux systèmes de réflexion : comment atténuer les émissions de gaz à effet de serre (on ne parle plus d'ailleurs de supprimer les émissions de gaz à effet de serre mais bien de les atténuer) puis de les stabiliser à un certain niveau. Et à côté de cela, il faut avoir des stratégies d'adaptation, qui sont souvent mal perçues.

Il serait nécessaire d'évoquer aussi les problèmes d'habitat, de filières agricoles et la capacité à générer des énergies qui soient nouvelles... Effectivement, quoi qu'on pense des énergies actuellement décarbonées (il y a des gens qui les aiment plus ou moins, et il y a des débats en particulier sur le nucléaire), elles ne sont pas suffisantes et il faudrait inventer d'autres formes d'énergie. Ce sont des choses qui se combinent à une échelle locale mais aussi à une échelle plus large, plus globale. C'est là-dessus qu'on peut essayer de construire et de travailler. Localement nous sommes contraints par ce qui se passe à grande échelle mais nous avons quand même une capacité d'agir sur les deux tableaux. Nous pouvons participer à cet effort international, essayer de voir ce qu'on peut faire à partir des enjeux à échelle locale. Souvent ce sont les mêmes, ils se rejoignent. Cette capacité à ancrer ces deux éléments est à mon sens la clé pour la suite : comment lier la problématique locale avec ce qu'elle implique de protection et de vigilance locales et la problématique à une plus grande échelle. Il faut tenter de rentrer dans la complexité des choses si on veut essayer de se confronter réellement à ces problématiques.

Localement nous sommes contraints par ce qui se passe à grande échelle mais nous avons quand même une capacité d'agir sur les deux tableaux.

M-N.B Aurélie et Véronique, en mars dernier, la CGT et ATTAC publiaient avec une quinzaine d'autres organisations syndicales, environnementales, associatives... un appel intitulé « *Plus jamais ça, ensemble construisons le monde d'après* ». Vous y appeliez toutes les forces progressistes à s'engager pour un futur plus féministe, plus respectueux de l'environnement et à faire converger toutes les batailles et luttes... Comment construire cette convergence des batailles sociales et environnementales et comment mettre en œuvre un peu tous ces leviers ?

Il y a vraiment urgence à opérer une rupture avec les politiques qui ont été menées depuis un certain nombre d'années et à construire un autre modèle de société.

V.M Il y a vraiment urgence à opérer une rupture avec les politiques qui ont été menées depuis un certain nombre d'années et à construire un autre modèle de société, notamment par des transformations économiques, sociales et environnementales. Cela fait quelques temps déjà que nous travaillons conjointement avec des associations et ONG parce que nous sommes persuadés que pour parvenir à une transformation environnementale, il est nécessaire d'y lier les questions sociales. Nous ne pourrions pas faire des transformations environnementales sans se préoccuper de l'avenir des citoyen-ne-s, des salarié-e-s, des modes de production...

Suite à la tribune, les échanges ont perduré et un document a été édité, avec 34 propositions soumises à débat qui peuvent évoluer, être amendées. Elles font débat y compris au sein même de notre organisation. Quand on parle du nucléaire, du trafic aérien, ce sont des sujets qui font débat, parce que cela pose aussi la problématique de l'avenir des salarié-e-s qui travaillent dans ces secteurs-là ?

Nous ne pouvons pas opposer social et environnement... Il est nécessaire d'ouvrir le dialogue et de travailler de manière conjointe afin que les transformations se déroulent le mieux possible et ne pas se retrouver avec des oppositions qui pourraient être un frein. En parallèle de ce document, la CGT a également édité *Le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent*, un 4 pages regroupant un certain nombre de propositions autour du travail, son contenu, sa finalité, notre système de protection sociale, la question de la place de l'industrie, des relocalisations, la question du financement...

Bien souvent, on nous oppose l'argument du budget : « *Vos propositions sont intéressantes mais comment on fait ? Il n'y a pas de sous...* ». Sauf qu'il suffit de creuser un peu pour s'apercevoir que de l'argent, il y en a. Il faut juste l'orienter de la bonne manière, ce qui n'est pas le cas par exemple avec le plan de relance présenté par le gouvernement.

A.T Ce débat n'est pas nouveau. Il est également nécessaire de mentionner le rapport « Un million d'emplois climat » sur lequel des syndicats, organisations environnementales et des organisations comme ATTAC ont travaillé... Je pense aussi à tous les mouvements et toutes les manifestations comme par exemple le mouvement des gilets jaunes, le mouvement climat, celui des retraites.

Il y a eu à de nombreuses reprises des tentatives de lien entre les questions sociales et environnementales avec « Plus jamais ça », « Le jour d'après », « Urgence sociale et écologique », etc. Le résultat a été de construire un arc de force relativement large, mais qui est quand même sur l'idée d'un changement de système. Large, d'un point de vue syndical et environnemental... Le fait de réunir des grandes organisations syndicales mais aussi environnementales, telles que Greenpeace, France Nature Environnement et des mouvements citoyens plus récents, comme Alternatiba, et donc des cultures, des approches militantes et des entrées quand même très différentes et que cela débouche par exemple sur un plan de sortie de crise avec 34 mesures concrètes, c'est assez inédit.

C'est un début, et ce n'est pas satisfaisant en l'état parce qu'il serait utile d'ancrer localement dans nos organisations ces tentatives que l'on réalise, d'articuler l'urgence sociale et l'urgence écologique... Le besoin aussi de mettre en débat et que ce soit approprié dans les luttes et au niveau local se fait ressentir.

Pour peser dans le rapport de force, il faut éviter d'avoir (et c'est le risque qu'on a dans les prochaines semaines) des luttes écologiques d'un côté et des manifestations syndicales de l'autre qui n'intégreraient pas la question environnementale. Les deux sont bien évidemment légitimes mais une solidarité doit se créer pour montrer qu'il est possible de répondre ensemble.



M-N.B Les grands points sur lesquels ces manifestations se rejoignent c'est la défense des services publics, la justice fiscale, l'agriculture... Toute une série de sujets qui sont portés dans l'actualité en terme de lutte sociale et sur lesquels vous allez vous rejoindre très concrètement dès la rentrée ?

A.T C'est ce sur quoi nous travaillons en ce moment avec des experts, des intellectuels, mais aussi des militants qui connaissent tous ces sujets-là. Nous œuvrons ensemble sur l'idée qu'on pourrait créer « x millions d'emplois ». Combien exactement, c'est difficile à dire à l'avance, mais un rapport devrait être avancé d'ici quelques semaines. X millions d'emplois possibles dans les services publics, des emplois de qualité, non délocalisables avec une empreinte écologique plus faible et qui s'inscrivent dans la transition écologique. Et montrer que par ailleurs, il y a des désaccords et ils sont assumés : il est nécessaire de travailler dessus.

Sur la question du nucléaire et sur les activités les plus bruyantes, on se donne le temps et notamment sur l'aérien, l'automobile où il va certainement y avoir des plans sociaux massifs...

M-N.B Passons sur le nucléaire où effectivement réside un désaccord de vision de développement énergétique... Sur la question automobile, est-ce un désaccord ou une difficulté à trouver la bonne solution ? Une solution est-elle envisageable sur la transformation de ce secteur sans avoir des retombées sur les salarié-e-s ?

A.T Des convergences sont justement en construction, notamment autour de la question de l'emploi, de la reconversion professionnelle, de la sécurité sociale professionnelle, de la garantie d'une formation, d'une reconversion... Il y a un terme qu'on s'est approprié tous ensemble, c'est la question de la planification. Comment planifie-t-on un changement profond de système de production et de consommation ? Comment face à cette reconversion profonde, on planifie ces changements productifs tout en maintenant un emploi de qualité, en reconvertissant, en formant ? Comment faire en sorte que cela ne se fasse pas au détriment des travailleurs précaires et que ce ne soit pas une catastrophe sociale ?

M-N.B Les pays les plus développés ont une plus grande responsabilité dans la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre que les pays les plus pauvres, qui auront besoin d'élever leur niveau de vie et donc de consommer plus d'énergie et pas forcément des énergies non polluantes, est-ce acceptable ?

Parallèlement, on voit que les États-Unis — le pays le plus pollueur de la planète — sortent de l'accord de Paris... On a du mal à croire qu'on peut atteindre la neutralité carbone en 2050. Comment peut-on arriver à contraindre les États à atteindre cette neutralité carbone alors que l'accord de Paris n'est pas si contraignant ?

Quelle est la responsabilité différenciée entre États du sud et États du nord et comment on rétablit une justice des efforts climatiques à réaliser ?

H.L.T C'est un sujet assez difficile : il va au-delà de ce que nous pouvons dire en tant que scientifique au sens strict. Il y a une dimension à souligner : les traités qui sont contraignants ou non contraignants. Il n'y a pas de gouvernance mondiale de fait. J'étais dans le groupe de suivi de la COP 21 et dans l'esprit de beaucoup de gens, il y a effectivement ces engagements que prennent les États et qui sont insuffisants par rapport aux enjeux, qui ne permettent pas de rester sous les 1.5°C et même sous les 2°C à l'heure actuelle.

Quelle est la seule force qui peut permettre d'agir ? Je pense que c'est celle de l'opinion publique. Cela passe très fortement par un enseignement de ces enjeux, enseignement qui se doit d'être beaucoup plus précis et organisé que ce qu'il est actuellement en France et dans d'autres pays.

Comment enseigner sur ces choix compliqués, de quoi ils relèvent, comment doit-on former des générations de personnes afin qu'elles soient capables de réagir à des situations dont on ne connaît pas l'aboutissement ? Je pense que, malheureusement, dans beaucoup de pays et notamment en France il y a trop peu d'enseignements sur ces problèmes-là... Il suffit de faire des petits sondages auprès des gens que nous connaissons et qui sont normalement instruits : ils ne comprennent pas bien les enjeux. Face à cette situation-là, on se prive d'un des moteurs importants à savoir la portée de l'opinion publique...



M-N.B

La contrainte pourrait venir du niveau d'implication des citoyens et donc de leur niveau d'information et de connaissance du sujet ?

H.L.T Oui, d'une réflexion autonome et d'une capacité effectivement à sérier les choses... Nous ne sommes plus dans un problème d'alertes, elles ont déjà été lancées sur ces problèmes climatiques. On parle tout le temps de CO₂ c'est un des restes de discours d'alerte. Mais il y a les problématiques avec le méthane, le protoxyde d'azote, des aérosols... Tout ce qui fait la complexité des évolutions climatiques aujourd'hui. Il est nécessaire qu'une population beaucoup plus large se l'approprie.

A.T Il est indispensable que les scientifiques entrent dans le débat public avec toute la rigueur que nous leur connaissons, car il y a effectivement un rôle d'alerte aujourd'hui sur les évolutions... Pour revenir sur la question internationale parce qu'elle me semble fondamentale : quelles sont les responsabilités des uns et des autres, entre les pays du nord et du sud, les pollueurs etc.

Je vais parler de ce que nous défendons chez ATTAC. Pour commencer, faire en sorte de ne pas pousser ou ne pas exacerber le productivisme comme par exemple l'extractivisme (l'extraction poussée des énergies fossiles par un certain nombre d'accords commerciaux...). Nous savons à quel point l'accord de libre échange du CETA entre l'Union européenne et le Canada pose des risques éminents du point de vue du climat. C'est une des raisons pour laquelle nous nous opposons fondamentalement aux accords de libre-échange. Nous ne demandons même pas qu'ils soient

Dans les fondements même d'augmenter la libéralisation des échanges, cela pose problème du point de vue climatique et plus globalement environnemental.

renégociés. Le principe même d'augmenter la libéralisation des échanges, pose problème du point de vue climatique et plus globalement environnemental. Deuxièmement, il faut donner les moyens au pays du sud, aux pays pauvres, de pouvoir réagir face à la crise écologique et sociale. C'est pour ça que nous défendons évidemment l'annulation pure et simple de la dette de ces pays et de l'ensemble des pays du sud. Pour finir, il faudrait pouvoir donner des moyens, au moins d'adaptation au changement climatique. Prenons par exemple la question agricole qui, par ailleurs, est une vraie question sociale. Les paysans qui n'ont pas les ressources pour y répondre subissent ces attaques en premier lieu, ceux qui n'ont pas les ressources pour pouvoir irriguer, qui ne sont pas dans les meilleures conditions de milieu pour pouvoir s'adapter, etc.

Cela demande une régulation internationale multilatérale. Le mouvement altermondialiste - qui n'est évidemment pas antimondialiste - prône au contraire davantage de régulations internationales mais au profit de la lutte contre le changement climatique et l'adaptation, ce qui demanderait des moyens au niveau international et c'est pour cela que nous défendons la taxe sur les transactions financières. Elle pourrait être un moyen de générer de l'argent mis à disposition, sous de vraies conditions de réponse aux enjeux climatiques et plus globalement aux enjeux environnementaux et sociaux, et non des conditions d'un plan d'ajustement structurel.

En plus de tout ce qui vient d'être dit et avec lequel je suis foncièrement d'accord, il est aussi nécessaire d'intégrer et de mettre en place des normes sociales. Cela induirait de ne pas assister à un transfert de fabrication des pays développés vers les pays les « moins développés » parce que le coût du

V.M travail, les coûts de production sont beaucoup moins élevés. Cela fait partie des propositions que nous portons, y compris dans le cadre des instances européennes ou mondiales dans lesquelles nous travaillons aussi pour qu'effectivement il y ait aussi des normes sociales mises en place de manière à ce que, dans les villes un peu moins développées, les conditions de vie et de travail soient aussi meilleures.

Il serait idéal d'avoir débat dans l'opinion publique, que les mentalités « évoluent » et qu'on puisse gagner aussi la bataille de l'opinion publique sur ces sujets pour pouvoir enclencher une rupture et un changement de société effectifs.

M-N.B

« Est-ce qu'il ne faudrait pas imposer la reprise en main des services publics par les salarié-e-s et non plus par l'État ? »

V.M Il est nécessaire que les salarié-e-s aient des pouvoirs d'intervention beaucoup plus forts dans les services publics pour aussi « peser » sur les organisations du travail, les localisations... Néanmoins les questions qui se posent — et c'est vrai dans les services publics comme dans les entreprises privées — comment laisser plus de place aux salarié-e-s dans les conseils d'administration ? Comment donner plus de pouvoirs aux instances représentatives du personnel ? À la CGT, nous réclamons qu'il y ait un droit de veto des salarié-e-s dans les CSE sur les différents sujets présentés par le patronat. Au-delà des salarié-e-s, il faut se demander comment on donne du poids à la population et aux utilisateur-riche-s des services publics pour pouvoir relayer leurs besoins et envies.

Il est nécessaire que les salarié-e-s aient des pouvoirs d'intervention beaucoup plus forts dans les services publics pour aussi « peser » sur les organisations du travail, les localisations.

M-N.B

Pour compléter aussi des discussions parlementaires sur lesquelles on peut trouver un appui, notamment à l'échelle européenne comme avec le Green Deal qui est en train de se discuter, pensez-vous que cela va permettre de saisir ou d'imposer quelque chose ?

A.T Le Green Deal, c'est un beau vernissage. Je pourrais développer le sujet mais, y compris dans les discussions très concrètes, comme par exemple la politique agricole commune, pour le moment on ne voit pas trop le lien. Concernant la suite des événements, dans « *Plus jamais ça* » il y a ce fameux plan de sortie de crise dont nous souhaitons vraiment débattre au niveau local, aller sur des sites comme la Chapelle Darblay et montrer qu'il y a des alternatives possibles qui allient à la fois l'urgence écologique et sociale et dont on peut s'inspirer.

En ce qui concerne ATTAC et un certain nombre d'organisations environnementales, nous souhaitons nous mobiliser avec les organisations syndicales au moment du Black Friday, notamment face à Amazon qui profite de la crise. Cela permettra aussi de dénoncer un mode de consommation et un mode d'exploitation du travail et de l'environnement...

Nous serons également fortement mobilisés au moment du projet de loi de finances (PLF). Pour aborder la question de la fiscalité, dans « *Plus jamais ça* » (et c'est là où nous avons, je pense, une vision systémique) nous posons aussi la question du financement, ce qui demande pour nous une révolution fiscale. Ce projet de loi sera aussi une échéance importante.



H.L.T Nous avons besoin d'inventer une science qui soit vraiment pluridisciplinaire par rapport à ces enjeux-là. Par rapport à tout ce qui se discute au niveau du Green Deal, un des espoirs que nous avons, c'est effectivement avoir (ou pas, nous le verrons bien) des possibilités d'orienter nos travaux scientifiques dans un sens qui permette de regarder les problèmes d'une autre manière qu'en silo, les uns à côté des autres.



Ⓜ Pour la première fois,
les rencontres Options
se sont déroulées au cœur
de la Fête de l'Humanité.

Organisée par l'Ugict-CGT
cette journée de débats
croisant les paroles de spé-
cialistes, scientifiques,
militants et syndicalistes
a eu lieu dans l'espace
de conférence de la MGEN
square Max Hyman et avait
pour thème central
la question :

comment
travailler,
produire,
consommer
et vivre
autrement

